

Communiqué de presse de l'Intersyndicale des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur de Bourgogne

Les chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs, techniciens et personnels administratifs des centres de recherche de l'INRA, de l'ENESAD, de l'INRAP, du CNRS et de l'Université de Bourgogne se sont réunis en assemblée générale intersyndicale ce jeudi 29 janvier 2004, journée nationale d'action pour sauver la recherche publique française.

Ils ont constaté que :

- les établissements publics de recherche présents en Bourgogne sont l'objet de coupes budgétaires drastiques :
 - o moins 13% pour l'INRA,
 - o moins 27% pour l'ENESAD,
 - o jusqu'à moins 45% pour certains laboratoires de recherche CNRS Université de Bourgogne.
- Les suppressions de postes et la précarité gagnent toutes leurs structures. C'est 550 emplois de titulaires qui sont supprimés dans les établissements de recherche avec des conséquences graves sur les sites de Bourgogne : remplacement de postes de titulaires par des CDD, non remplacement de nombreux départs en retraite, 15 emplois menacés et deux licenciements secs à l'ENESAD.

Ces mesures sans précédent par leur ampleur constituent une atteinte grave au service public de la recherche, seul garant de l'indépendance des chercheurs et du développement de la recherche fondamentale. Ces centres de recherche représentent pour la Bourgogne un potentiel économique et humain (en personnels et en compétences reconnues au niveau national et international), qui risque de disparaître rapidement.

S'attaquer à la recherche, c'est aussi remettre en cause la qualité de l'enseignement supérieur. D'ores et déjà, 300 bourses de recherche pour la formation des jeunes chercheurs sont supprimés en 2004. Aujourd'hui l'Université de Bourgogne a une dotation en allocations de recherche de 20% inférieure à la dotation moyenne nationale. Pour ces raisons, nos jeunes devront quitter la région, le pays, pour aller trouver ailleurs des conditions de formation et de travail correctes et décentes.

Au quotidien, les établissements seront contraints d'arrêter des programmes de recherche en cours et de supprimer des partenariats. Les laboratoires devront soit systématiquement se tourner vers les financements privés, risquant ainsi de perdre leur indépendance, soit fermer leurs structures, affaiblissant ainsi d'autant plus la région. Dès cette année, deux laboratoires de l'INRA-Dijon ferment.

Nous demandons notamment un plan d'urgence pour sauver l'emploi scientifique et le service public, destiné à :

- rétablir immédiatement les crédits supprimés depuis 2002
- cesser tout pilotage autoritaire de la recherche
- rétablir immédiatement les 550 postes de titulaires et les 300 bourses de recherche
- résorber la précarité, revaloriser et indexer les allocations de recherche
- remplacer tous les départs en retraite par des emplois de titulaires dans les EPST, les EPIC et l'Enseignement Supérieur
- revaloriser les carrières et créer les emplois de titulaires nécessaires pour toutes les catégories de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Les organisations signataires appellent les personnels, les étudiants et tous les citoyens à participer aux initiatives qui seront lancées pour défendre notre recherche publique, tant au niveau local que national.

Fait à Dijon, le 29 janvier 2004

Les sections régionales des syndicats SNESup-FSU, SNABSUB-FSU, SNTRS-CGT, SGEN-CFDT-CNRS, SNPRES-FO, CGT-INRA, CFDT-INRA, CFTC-INRA, SGEN-CFDT, SNETAP-FSU, SUD, SGPA-CGT-INRAP.